

Département de l'Essonne (91)

**Commune de Boissy-le-Cutté**

# Elaboration du Plan Local d'Urbanisme



**7**

## **ANNEXES SANITAIRES**

Vu pour être annexé à la délibération du  
conseil Municipal en date du :

## TABLE DES MATIERES

<b>1..... EAU POTABLE.....</b>	<b>3</b>
1.1.    SITUATION ACTUELLE .....	3
1.2.    RESEAU DE DISTRIBUTION .....	3
1.3.    ALIMENTATION EN EAU POTABLE.....	3
1.4.    QUALITE DE L'EAU .....	4
<b>2..... ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
2.1.    SITUATION ACTUELLE .....	5
2.2.    RESEAU COMMUNAL DES EAUX USEES, DES EAUX PLUVIALES ET TRAITEMENT DES EAUX .....	5
<b>3..... GESTION DES DECHETS .....</b>	<b>7</b>
3.1.    SITUATION ACTUELLE .....	7
3.2.    LA COLLECTE DES DECHETS .....	7
3.3.    LE TRAITEMENT DES DECHETS .....	7
<b>4..... PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>10</b>
<b>5..... PLAN DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES .....</b>	<b>11</b>
<b>6..... REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>12</b>

# 1. EAU POTABLE

## 1.1. Situation actuelle

La commune exerce elle-même la compétence Eau potable.

La production, le traitement et la distribution de l'eau potable sont assurés par la **société des eaux de l'Essonne (SEE)**, filiale de la Lyonnaise des eaux. Elle s'occupe également de la gestion du service et de l'entretien des réseaux. La commune prend en charge l'entretien des poteaux Incendie et des points de distribution publics.

## 1.2. Réseau de distribution

Le réseau est alimenté par le nouveau captage établi en 2005 et déclaré d'utilité publique en 2007.

Le réseau d'alimentation de la commune s'étend sur 9,1 km et comporte un réservoir communal de 500 m<sup>3</sup>.

En 2010, le volume vendu est de 52 657 m<sup>3</sup> pour 482 abonnés, soit une consommation moyenne par abonné domestique de 110 m<sup>3</sup>, contre 116 m<sup>3</sup> en 2009. Le rendement du réseau est de 67,9% en 2010.

## 1.3. Alimentation en eau potable

Le forage F2 BSS 0257.6X.0057 qui alimente la commune en eau potable est établi en limite sud du bourg de Boissy-le-Cutté, sur la parcelle cadastrée OF 474, chemin de la vieille Montagne. Il exploite les eaux souterraines de la nappe des calcaires de Champigny. Il atteint une profondeur de 79m. Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée ont été mis en place par arrêté préfectoral du 9 février 2007.

Les débits de prélèvement maximum autorisés sont de 50 m<sup>3</sup> /h en instantané, 1000 m<sup>3</sup> /j de pompage et 250 000 m<sup>3</sup> / an. En ce qui concerne la production d'eau potable, la capacité de production de l'usine est fixée à 30 m<sup>3</sup> /h. L'eau subit un traitement de déferfisation biologique, et une chloration (injection de Chlore gazeux) avant distribution. Une lagune permet la décantation des eaux de lavages des filtres avec rejet du surnageant dans le réseau d'assainissement.

Un précédent captage d'eau potable, qui atteignait une profondeur de 33 m, a été abandonné.

D'autres puits et captages, destinés à l'agriculture, sont présents sur la commune.

**Puits utilisés par l'agriculture (Source : SCOT CCEJR)**

Commune	N° du BRGM	Lieu dit	Adresse postale	Date	Profondeur (m)	Débit déclaré (m <sup>3</sup> /h)	Altitude (m)	Utilisation
BOISSY-LE-CUTTE	02576 X0025	La Garenne	Rue Vignes	1966	23	70	82,5	Eau irrigation
	02576 X0001	Route d'Orgemont, verger de M.MARLOT	Rue Vignes	1961	32	25	84,5	Eau agricole

#### **1.4. Qualité de l'eau**

---

*Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production et sur le réseau de distribution. La Délégation Territoriale de l'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse concerne la qualité de l'eau distribuée et prend en compte les résultats des 2 échantillons prélevés en production (après traitement lorsqu'il existe) et des 8 échantillons prélevés en distribution (robinet du consommateur).*

L'eau distribuée en 2010 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés. Elle est de très bonne qualité bactériologique avec tous les prélèvements conformes (absence totale de micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes). Elle est calcaire et moyennement fluorée. Elle ne contient pas de nitrates ni de sélénium, ni de pesticides (moyenne inférieure au seuil de détection), ce qui atteste d'une **très bonne qualité de l'eau potable à Boissy-le-Cutté**.

## 2. ASSAINISSEMENT

### 2.1. Situation actuelle

Boissy-le-Cutté fait partie du bassin versant de la Seine parisienne inscrit dans le SDAGE Seine-Normandie (2010-2015) qui a été approuvé le 29 octobre 2009.

L'assainissement des villes, la réduction des substances dangereuses et la biodiversité en sont les cibles prioritaires.

La commune dispose d'un réseau d'assainissement séparatif collectant ainsi de manière séparée les eaux usées et les eaux pluviales.

Boissy-le-Cutté possède un réseau d'assainissement collectif sur la quasi-totalité de la zone urbaine de la commune.

La gestion du système de collecte et de traitement des eaux usées et eaux pluviales et leur traitement sont confiés au SIARCE et les eaux traitées se jettent dans l'Essonne.

Seuls quelques secteurs sont en assainissement non collectif sur la commune :

- 1 maison en centre-bourg ;
- 1 ou 2 maisons rue des Sablons ;
- la route de Longueville (VC1) ;
- 3-4 maisons sur le haut de la rue des Alouettes ou route d'Orveau (VC2).

### 2.2. Réseau communal des eaux usées, des eaux pluviales et traitement des eaux

Le système d'assainissement a été jugé conforme au titre de la directive eaux Résiduaires urbaines en 2007 (*Source : PAC de l'Etat*).

L'ensemble des eaux pluviales rejoignent un exutoire de diamètre 1 000 qui se rejette dans la rivière Essonne.

Les eaux usées sont acheminées jusqu'à la station d'épuration communale d'une capacité nominale de 1.500 Equivalents habitant (Eh). Une fois épurées, les eaux retournent dans le milieu naturel. Les eaux traitées issues de la station d'épuration sont rejetées dans une canalisation d'eaux pluviales qui rejoint, tout d'abord, un bassin composé de lagunes, jouant le rôle d'un traitement tertiaire, ensuite un collecteur d'eaux pluviales de diamètre 1000 mm, traverse la Commune de Cerny et évacue ces eaux jusqu'à la rivière de Essonne au lieu dit le « pont de Villiers » sur le cours de Cerny.

La station d'épuration de la commune de Boissy-le-Cutté a été construite en 1960 par la société EPAP. Des améliorations ont été apportées en 1983, elle a été dimensionnée pour traiter un flux de pollution de 1.500 Equivalents habitant (Eh).



Flux nominal journalier (kg/j)	
MES	105
DCO	90
DBO	135
NK	3

Charge hydraulique (m³/j)	
Débit nominal journalier	255

Le système d'assainissement de Boissy-Le-Cutté dispose d'un by-pass en tête de station mais la pollution rejetée est inférieure à 2000 EH.

Son système de traitement comporte deux filières :

- la filière eau : élimination des matières grossières, des sables et des graisses par des moyens mécaniques et épuration biologique de la pollution dissoute grâce aux bactéries présentes dans l'effluent ;
- la filière boues : traitement et évacuation des boues en centre de compostage.

**La filière EAU** est composée :

- d'un poste en entrée de station assurant le relèvement des eaux usées. A ce niveau, il existe un by-pass vers la rivière Essonne.
- d'un prétraitement. Ce traitement physique comporte deux étapes : le plus gros des matières polluantes est retenu par un dégrilleur, les particules les plus fines comme les sables et les graisses sont éliminées par un dessableur-dégraisseur.
- d'un traitement biologique de type boues activées à faible charge. Le bassin annulaire, siège d'un traitement biologique par des micro organismes, comporte une zone d'aération alternée qui permet l'abattement de la pollution carbonée, la nitrification lors des phases aérées (transformation de l'ammoniaque issue des eaux usées en nitrates) et la dénitrification lors des phases non aérées (transformation des nitrates en azote gazeux).
- d'un clarificateur statique. Le clarificateur sert à séparer les eaux et les boues. Les eaux sont envoyées vers le milieu récepteur (l'Essonne) via un canal de comptage non instrumenté. Une partie des boues est recirculée vers la filière eau pourensemencer les bassins (grâce aux bactéries présentes dans les boues), l'autre partie étant extraite vers les lits de séchage des boues.

**La filière BOUES** est constituée :

- de 6 lits de séchage des boues.

## 3. GESTION DES DECHETS

### 3.1. *Situation actuelle*

---

Le ramassage et le traitement des ordures ménagères sont une compétence de la Communauté de communes Entre Juine et Renarde (CCEJR), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Elle a choisi d'adhérer au Syndicat Intercommunal pour la Revalorisation et l'Elimination des Déchets et des Ordures Ménagères (SIREDOM).

L'entreprise ESD est missionnée par la CCEJR pour le ramassage des déchets et le SIREDOM est chargé de leur traitement et valorisation.

### 3.2. *La collecte des déchets*

---

Les ordures ménagères (container vert) et les déchets recyclables (Bouteilles plastiques, emballages en métal, cartons, Container jaune) sont ramassés une fois par semaine.

Les déchets verts sont collectés en porte à porte, une à deux fois par mois, de mi février à début décembre. Les encombrants sont collectés trois fois par an.

Afin de limiter la production de déchets verts, une politique d'incitation au compostage a été menée, par le PNR notamment. En 2010, 139 foyers sont équipés d'un composteur individuel à Boissy-le-Cutté, soit 27% des foyers pavillonnaires (Source : CCEJR).



Trois points de dépôt sont disponibles pour le verre (Containers à verre : au terrain de sport, au camping et au 57 rue de la libération (parking STRF), deux pour le papier, et un pour les vêtements (Rue des Vallées).

### 3.3. *Le traitement des déchets*

---

Le SIREDOM regroupe sur son territoire 2 Écosites à Vert-le-Grand et Étampes pour le traitement et la valorisation des déchets de ses collectivités.

L'Ecosite de Vert-le-Grand nouvellement mis-en-place réunit sur un même site un ensemble de solutions performantes et innovantes pour le traitement des déchets dans le respect de l'environnement :

- Un Centre Intégré de Traitement des Déchets (C.I.T.D.).
- Une plate-forme de compostage des déchets verts (branchages, tonte des pelouses) d'une capacité de 55 000 tonnes/an.
- Un Centre de valorisation des bétons de démolition d'une capacité de 200 000 tonnes/an.
- Une décharge réhabilitée et végétalisée (site de Braseux), comprenant : un centre de valorisation du Biogaz (avec production d'électricité) et une station de traitement des lixiviats (dépollution des jus de décharge).

Pour l'ensemble du SIREDOM, le ratio d'ordures ménagères produit en 2010 est de 353 kg/hab/an. Un des objectifs de la loi Grenelle est de diminuer la production de ces OM de 7 % par habitant

pendant 5 ans. Sur la base de la population de l'année 2007, cette production est passée de 370 kg/hab/an à 353 kg/hab/an, soit une baisse de 4,6 %.

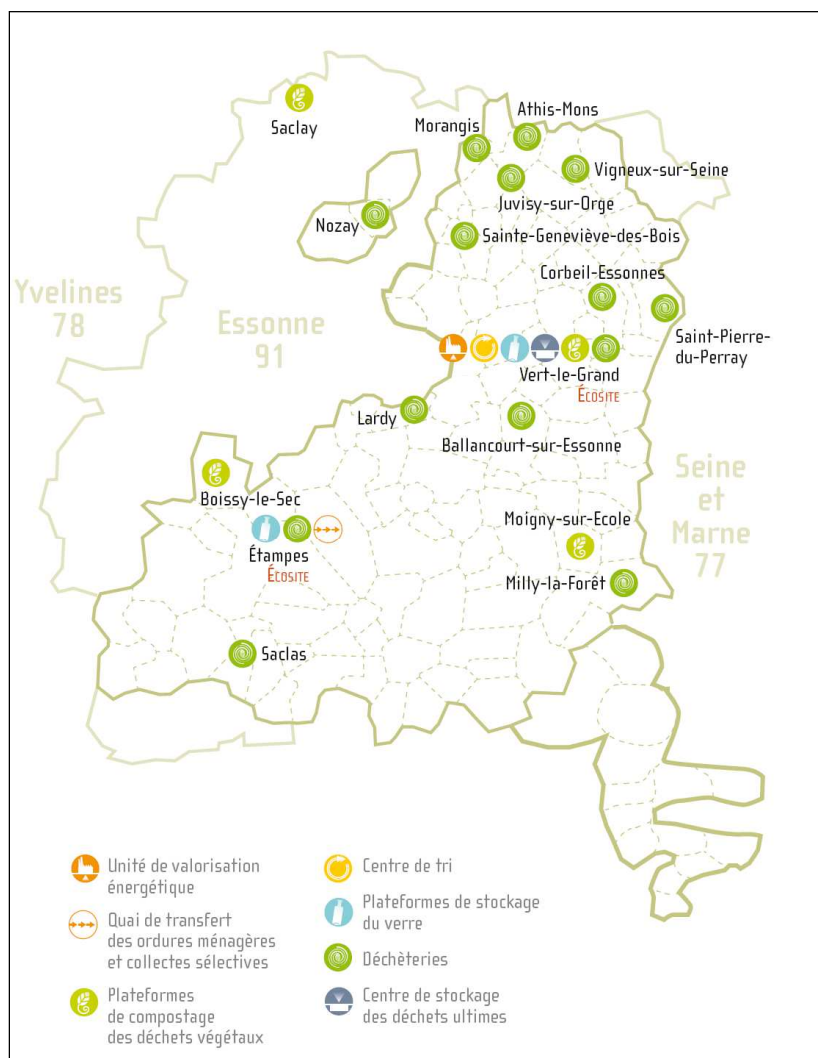
L'augmentation des apports en déchèteries témoigne d'une hausse de la fréquentation du réseau qui capte une part non négligeable des déchets d'activités économiques (artisans, commerçants, TPE).

Le SIREDOM réunit 125 communes adhérentes pour le traitement des déchets soit près de 750 000 habitants.

Ces missions sont :

- La réduction des déchets à la source,
- L'organisation du traitement des déchets ménagers,
- La mise en place du tri sélectif,
- L'assistance et l'animation auprès des communes membres,
- La gestion des contrats avec les partenaires (SEMARDEL, Eco-Emballages, Région, ADEME, Conseil Général).

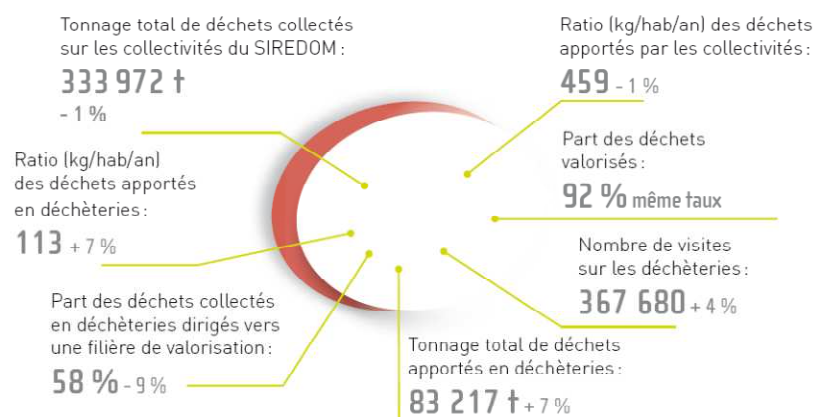
### Installations de traitement du SIREDOM





## Indicateurs techniques du SIREDOM

### Les indicateurs techniques 2010 comparés à 2009



(Source : SIREDOM – Rapport d'activité 2010)

## **4. PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**





Département de l'Essonne

Commune de BOISSY-LE-CUTTE

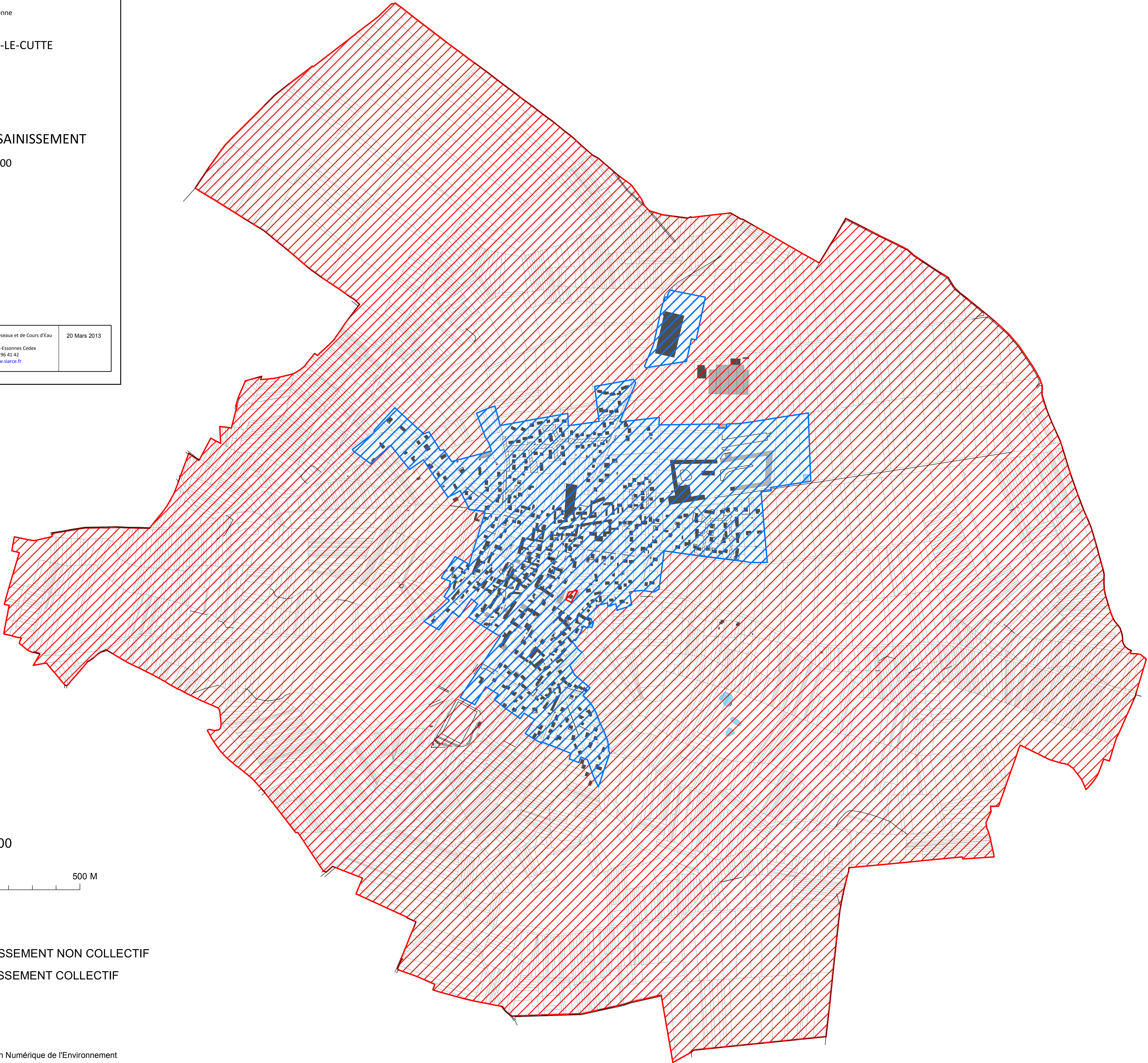
PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Echelle : 1/3 500

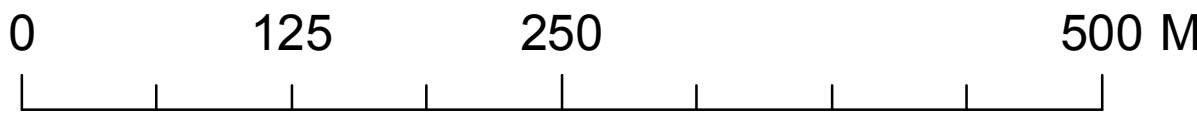




Syndicat Intercommunal d'Aménagement, de Réseaux et de Cours d'Eau  
SIARCE  
37 quai de l'Apport Paris – 91813 Corbeil-Essonnes Cedex  
Tél : 01 60 89 82 20 – Fax : 01 64 96 41 42  
mail: [siarce@siarce.fr](mailto:siarce@siarce.fr) – web : [www.siarce.fr](http://www.siarce.fr)

20 Mars 2013



1:3 500



-  ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
-  ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



## **5. PLAN DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES**



DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

NOTICE DE ZONAGE

Plan de zonage des eaux pluviales

DESSINE: FL DATE: Février 2003 Annexe : 2 REV: 1

VERIFIE: NP ECHELLE: 1/2500 AFFAIRE: Kc46



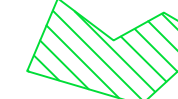
AGENCE DE MELUN

128 - allée des Amérindiens - 77190 Dammarie-les-Lys

Tel : 01 64 10 46 50 Fax : 01 64 10 46 49

Légende :

Zones d'action prioritaire



Adaptation des pratiques agricoles en vue de limiter la genèse des ruissellements



Mise en place de dispositifs de régulation et/ou d'infiltration des eaux de ruissellement

Zones à préserver



Zones urbaines et urbanisables : toute augmentation de l'imperméabilisation doit donner lieu à des ouvrages compensatoires afin de ne générer aucun débit pluvial supplémentaire



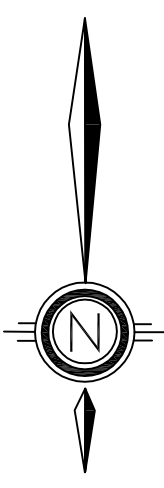
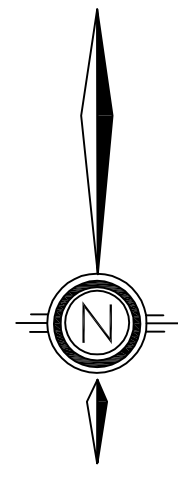
Autres zones : en cas de modification de l'occupation des sols, les phénomènes de ruissellement ne doivent pas être aggravés

Réseau de collecte des eaux pluviales

Bassins versants à inondations récurrentes

Thalwegs

VOIR CI-CONTRE



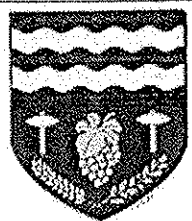


## **6. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT**

COPIE

## ANNEXE V. REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT

COPIE



# COMMUNE DE BOISSY LE CUTTE

(Département de l'Essonne)

## Règlement du service d'assainissement

### SOMMAIRE

#### CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

- ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT
- ARTICLE 2 - AUTRES PRESCRIPTIONS
- ARTICLE 3 - CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT
- ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT
- ARTICLE 5 - MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT
- ARTICLE 6 - DEVERSEMENTS INTERDITS

#### CHAPITRE II - LES EAUX USEES DOMESTIQUES

- ARTICLE 7 - DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES
- ARTICLE 8 - OBLIGATION DE RACCORDEMENT
- ARTICLE 9 - DEMANDE DE BRANCHEMENT - CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE
- ARTICLE 10 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS
- ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS EAUX USEES DOMESTIQUES
- ARTICLE 12 - PAIEMENT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS
- ARTICLE 12 BIS - REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS
- ARTICLE 13 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUES SOUS LE DOMAINE PUBLIC
- ARTICLE 14 - CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS
- ARTICLE 15 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT
- ARTICLE 16 - PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES NEUFS

#### CHAPITRE III - LES EAUX INDUSTRIELLES

- ARTICLE 17 - DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES

- ARTICLE 18 - CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES
- ARTICLE 19 - DEMANDE DE CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES
- ARTICLE 20 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS
- ARTICLE 21 - PRELEVEMENTS ET CONTROLE DES EAUX INDUSTRIELLES
- ARTICLE 22 - OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRE-TRAITEMENT
- ARTICLE 23 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS
- ARTICLE 24 - PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES

#### CHAPITRE IV - LES EAUX PLUVIALES

- ARTICLE 25 - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES
- ARTICLE 26 - PRESCRIPTIONS COMMUNES EAUX USEES DOMESTIQUES - EAUX PLUVIALES
- ARTICLE 27 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LES EAUX PLUVIALES

#### CHAPITRE V - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

- ARTICLE 28 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES
- ARTICLE 29 - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE
- ARTICLE 30 - SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIEN CABINET D'AISSANCE
- ARTICLE 31 - INDEPENDANCE DES RESEAUX INTERIEURS D'EAU POTABLE ET D'EAUX USEES
- ARTICLE 32 - ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX
- ARTICLE 33 - POSE DE SIPHONS
- ARTICLE 34 - TOILETTES
- ARTICLE 35 - COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES
- ARTICLE 36 - BROyeurs D'EVIERs
- ARTICLE 37 - DESCENTE DES GOUTTIERES



- ARTICLE 38 - CAS PARTICULIER D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF
- ARTICLE 39 - REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES
- ARTICLE 40 - MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

## CHAPITRE VI - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

- ARTICLE 41 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES
- ARTICLE 42 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC
- ARTICLE 43 - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

## CHAPITRE VII

- ARTICLE 44 - INFRACTIONS ET POURSUITES
- ARTICLE 45 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS
- ARTICLE 46 - MESURES DE SAUVEGARDE

## CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS D'APPLICATION

- ARTICLE 47 - DATE D'APPLICATION
- ARTICLE 48 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT
- ARTICLE 49 - CLAUSES D'EXECUTION

## CHAPITRE I

### *DISPOSITIONS GENERALES*

La Société des Eaux de l'Essonne a été chargée par le Syndicat d'assainissement et de Restauration des Cours d'Eaux (S.I.A.R.C.E), suite au transfert de compétence de la Commune de BOISSY LE CUTTE, désigné ci-dessous par la "collectivité", de la gestion du service d'assainissement. La Société des Eaux de l'Essonne prend la qualité de "Service d'Assainissement" pour l'exécution du présent règlement.

### ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement de la collectivité.

### ARTICLE 2 - AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

### ARTICLE 3 - CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement sur la nature du système d'assainissement desservant sa propriété.

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 7 du présent règlement ;
- les eaux industrielles, définies à l'article 17 par les conventions spéciales de déversement passées entre la Collectivité, le service d'assainissement et les établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchements au réseau public.

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- les eaux pluviales, définies à l'article 25 du présent règlement ;
- certaines eaux industrielles, définies par les conventions spéciales de déversement désignées ci-dessus.

### ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public;
- une canalisation de branchement, située sous le domaine public;
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou "regard de façade" placé sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit être visible et accessible;
- un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'immeuble à raccorder, placé dans le regard de branchement;
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble, après visite technique par le Service Assainissement.

### ARTICLE 5 - MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Le service d'assainissement détermine en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, le nombre de branchements à installer et les conditions techniques de leur établissement, au vu de la demande.

Celle-ci est accompagnée du plan de masse de la construction sur lequel sera indiqué très nettement le tracé souhaité pour le branchement, ainsi que le diamètre et une coupe cotée des installations et dispositifs le composant, de la façade jusqu'au collecteur.

A l'issue des études, la Collectivité établira l'arrêté de raccordement et le notifiera à l'usager.

#### **ARTICLE 6 - DEVERSEMENTS INTERDITS**

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques ou fosses toutes eaux,
- les ordures ménagères,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures,
- les acides,
- les cyanures,
- les sulfures,
- les produits radioactifs,
- les eaux d'infiltration, de drainage, de pompes à chaleur ou autres (sauf dérogation accordée par le Service Assainissement)

et, plus généralement, toute substance pouvant dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et, le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôle et d'analyses occasionnés seront à la charge de l'usager.

## **CHAPITRE II**

### **LES EAUX USEES DOMESTIQUES**

#### **ARTICLE 7 - DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES**

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

En aucun cas cependant, des graisses ne doivent être rejetées au réseau, sans transiter au préalable par des ouvrages de pré-traitement.

#### **ARTICLE 8 - OBLIGATION DE RACCORDEMENT**

Comme le prescrit l'article L. 1331-1 du code de la santé publique, tous les immeubles qui ont accès au réseau d'assainissement disposé pour recevoir les eaux usées domestiques et établi sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent

obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau public de collecte.

Au terme de ce délai, conformément aux prescriptions de l'article L. 1331-8 du code de la santé publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion fixée par la Collectivité.

#### **ARTICLE 9 - DEMANDE DE BRANCHEMENT POUR DEVERSEMENT ORDINAIRE**

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée à la Collectivité, qui en informe le Fermier pour avis. Cette demande formulée selon le modèle annexé, doit être signée par le propriétaire ou son mandataire.

Elle comporte élection de domicile attributif de juridiction sur le territoire desservi par le service d'assainissement et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement ; elle est établie en trois exemplaires dont l'un est conservé par la Collectivité, un second est remis au service d'assainissement et le troisième à l'usager.

L'acceptation par la Collectivité, après réception du contrôle de conformité prévu à l'article 43, crée l'autorisation de déversement ordinaire entre les parties.

#### **ARTICLE 10 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS**

Conformément à l'article L. 1331-2 du code de la santé publique, la collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées ou de l'incorporation d'un réseau pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique.

La collectivité peut se faire rembourser auprès des propriétaires de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans des conditions définies par l'assemblée délibérante.

La participation pour raccordement est révisable chaque année (Article 16). La partie des branchements réalisée d'office est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la partie du branchement située sous le domaine public, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée à la demande du propriétaire, par le service d'assainissement ou toute entreprise répondant aux qualifications définies par la Fédération nationale des Travaux Publics.

## ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS EAUX USEES DOMESTIQUES

Les branchements seront réalisés conformément aux fascicule n°70 des clauses techniques générales et de l'article 4 du présent règlement.

## ARTICLE 12 - PAIEMENT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

Toute installation d'un branchement, qu'il intéresse les eaux usées ou les eaux pluviales, donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un devis établi par le service d'assainissement, en harmonie avec les prix unitaires figurant au bordereau des prix adopté par la Collectivité, ou par toute entreprise qualifiée.

Les travaux doivent être terminés dans un délai de 2 mois .

Les frais de contrôle de conformité prévu à l'article 43 sont supportés par le demandeur sur la base des prix unitaires figurant au bordereau des prix.

## ARTICLE 12 BIS - REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Lorsque le service réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui rembourser le montant des travaux correspondants.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs usagers le service détermine la répartition des dépenses entre ces usagers en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des usagers dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension.

## ARTICLE 13 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS, RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUES SOUS LE DOMAINE PUBLIC

La surveillance, l'entretien ainsi que les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du service d'assainissement.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le service d'assainissement est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'usager, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il en serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 du présent règlement.

## ARTICLE 14 - CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraîneront la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire. Une nouvelle demande de branchement sera exigée. Elle entraîne le paiement d'une nouvelle participation (Article 16).

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le service d'assainissement ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

Le changement de destination d'un immeuble ou la modification des activités qui y étaient pratiquées, peut entraîner une transformation d'un déversement ordinaire en déversement spécial. L'usager devra alors présenter, dans un délai de 15 jours, une nouvelle demande d'autorisation de déversement.

Dans le cas où la transformation d'un déversement normal en déversement spécial n'aura pas été signalée à la Collectivité, celle-ci se réserve les droits à toute procédure visant à faire régulariser la situation.

En cas de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager est substitué d'office à l'ancien. Il doit obligatoirement, dans un délai de 15 jours à compter de la prise de possession de l'immeuble, demander à la Collectivité et le Fermier la mutation à son nom de l'autorisation de déversement.

L'autorisation de déversement n'est pas transférable d'un immeuble à un autre. Il en est de même en cas de division de l'immeuble ou de division d'un terrain destiné à recevoir une nouvelle construction.

## ARTICLE 15 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En application de l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales et des textes d'application l'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

#### **ARTICLE 16 - PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES NEUES**

Conformément à l'article L.1331-7 du code de la santé publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, sont astreints à verser une participation financière appelée "participation pour raccordement à l'égout", pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant ainsi que la date d'exigibilité de cette participation sont déterminés par l'assemblée délibérante de la collectivité qui assure le recouvrement.

### **CHAPITRE III**

#### **LES EAUX INDUSTRIELLES**

##### **ARTICLE 17 - DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES**

Sont classés dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le service d'assainissement et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

##### **ARTICLE 18 - CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES**

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

##### **ARTICLE 19 - DEMANDE DE CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES**

Les demandes de raccordement des établissements déversant des eaux industrielles se font sur un imprimé spécial, dont un modèle est annexé au présent règlement.

Toute modification de l'activité industrielle sera signalée au service et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

#### **ARTICLE 20 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS**

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par le service d'assainissement, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement eaux domestiques ;
- un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements, ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété sur le domaine public, accessible aux agents du service d'assainissement et à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, peut à l'initiative du service être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment aux agents du service d'assainissement.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

##### **ARTICLE 21 - PRELEVEMENTS ET CONTROLE DES EAUX INDUSTRIELLES**

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le service d'assainissement dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le service d'assainissement.

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 du présent règlement.

##### **ARTICLE 22 - OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRE-TRAITEMENT**

Les installations de pré-traitement prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir justifier au service d'assainissement du bon état d'entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, fécules, les déboueurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations.

#### ARTICLE 23 - REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS

En application de l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales et des textes d'application, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement sauf dans les cas particuliers visés à l'article 24 ci-après.

#### ARTICLE 24 - PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

### CHAPITRE IV

#### LES EAUX PLUVIALES

##### ARTICLE 25 - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles...

##### ARTICLE 26 - PRESCRIPTIONS COMMUNES EAUX USEES DOMESTIQUES - EAUX PLUVIALES

Les articles 9 à 14 (sauf 12 bis) relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements pluviaux.

#### ARTICLE 27 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LES EAUX PLUVIALES

##### 1) DEMANDE DE BRANCHEMENT

La demande adressée au service d'assainissement doit indiquer en sus des renseignements définis à l'article 9, le diamètre du branchement pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le service d'assainissement, compte tenu des particularités de la parcelle à desservir.

##### 2) CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

En plus des prescriptions de l'article 11, le service d'assainissement peut imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de pré-traitement, tels que dessableurs ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement.

Il peut également imposer en fonction de la capacité des réseaux existants la mise en place d'ouvrages particuliers tels que bache de stockage, plan d'eau régulateur limitant le débit des rejets.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'usager, sous le contrôle du service d'assainissement.

### CHAPITRE V

#### LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

##### ARTICLE 28 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

Les articles du règlement sanitaire départemental sont applicables, en particulier les articles 29, 40 et 42 à 50.

##### ARTICLE 29 - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales, lorsque celles-ci sont acceptées dans le réseau sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

#### ARTICLE 30 - SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIEN CABINET D'AISANCE

Conformément à l'article L. 1331-5 du code de la santé publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le service d'assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L. 1331-6 du code de la santé publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

#### ARTICLE 31 - INDEPENDANCE DES RESEAUX INTERIEURS D'EAU POTABLE ET D'EAUX USEES

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

#### ARTICLE 32 - ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

#### ARTICLE 33 - POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

#### ARTICLE 34 - TOILETTES

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

#### ARTICLE 35 - COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

#### ARTICLE 36 - BROyeurs D'EVIERs

L'évacuation par le réseau d'assainissement des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

#### ARTICLE 37 - DESCENTE DES GOUTTIERES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

#### ARTICLE 38 - CAS PARTICULIER D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF

SANS OBJET.

#### ARTICLE 39 - REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

#### ARTICLE 40 - MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

Le service d'assainissement vérifiera aux frais du propriétaire, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où les défauts sont constatés par le service d'assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

Le dispositif d'obturation du regard de branchement interdisant les rejets dans le domaine public reste en place jusqu'à la levée des réserves.

### CHAPITRE VI

#### *CONTROLE DES RESEAUX PRIVES*

#### ARTICLE 41 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES

Les articles 1 à 40 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

Les conventions spéciales de déversement visées à l'article 17 préciseront certaines dispositions particulières.

#### ARTICLE 42 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, le service assainissement usera de son droit de contrôle, conformément aux dispositions prévues par le contrat d'affermage, sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Le contrôle comprendra notamment une inspection par caméra des réseaux et, s'il y a lieu, un curage hydrodynamique à la charge du maître d'ouvrage et des essais d'étanchéité sur la totalité du linéaire concerné.

L'entreprise chargée de l'exécution des travaux devra disposer de l'agrément du fermier.

#### ARTICLE 43 - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

Le service d'assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement, et ce conformément à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le service d'assainissement, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires.

Le dispositif d'obturation des regards d'accès aux réseaux du domaine public restent en place jusqu'à la levée des réserves.

Il pourra être à nouveau réinstallé au cas où le riverain aura modifié la nature de ces rejets sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du service de l'assainissement.

### CHAPITRE VII

#### ARTICLE 44 - INFRACTIONS ET POURSUITES

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du service d'assainissement, soit par le représentant légal ou mandataire de la collectivité.

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

#### ARTICLE 45 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS

En cas de faute du service d'assainissement, l'usager qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires, compétents pour connaître des différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux au Président du Syndicat, responsable de l'organisation du service. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

#### ARTICLE 46 - MESURES DE SAUVEGARDE

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le service d'assainissement et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le service d'assainissement pourra mettre en demeure l'usager par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et sur constat d'un agent du service d'assainissement.

La Collectivité sera immédiatement prévenue afin qu'elle prenne les mesures nécessaires.

## CHAPITRE VIII

### **DISPOSITIONS D'APPLICATION**

#### ARTICLE 47 - DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur dès son approbation par l'autorité affermante, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

#### ARTICLE 48 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service trois mois avant leur mise en application.

#### ARTICLE 49 - CLAUSES D'EXECUTION

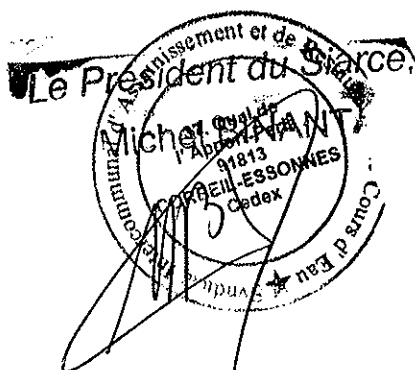
La Collectivité, le Service Assainissement et le receveur syndical en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Règlement approuvé par Monsieur le Président du SIARCE

Le 02 juillet 2007

Et visé en préfecture

Le



**STE DES EAUX DE L'ESSONNE**

Service des Eaux

et de l'Assainissement

27, route de Lisses

• 91813 CORBEIL ESSONNES Cedex

Tél. 01.60.88.87.45 - Fax 01.64.96.65.94